



L'intersyndicale de l'Hérault FSU, FNEC-FP-FO, FERC-CGT, SNALC et Sud-éducation appelle à la grève Mardi 26 janvier 2021.

Dans le contexte difficile dans lequel nous exerçons depuis la rentrée, de gestion irresponsable de la crise sanitaire dans l'Éducation nationale et de dégradation totale des conditions de travail, tout nous conduit à réaffirmer la nécessité d'un service public d'éducation de grande qualité et ambitieux pour l'avenir de la jeunesse. Depuis mars dernier les inégalités ont explosé, les conditions d'apprentissages des élèves et des étudiants n'ont jamais été aussi mises à mal, les personnels jamais autant malmenés et méprisés que par le gouvernement actuel. Les réponses annoncées chaque jour sur les chaînes de télévision d'information en continue ne sont vraiment pas à la hauteur des enjeux et ne laissent aucune perspective encourageante pour l'avenir du service public d'éducation nationale et la formation de la jeunesse.

La crise sanitaire que nous traversons révèle l'étendue des dégâts pour notre système d'éducation, d'enseignement supérieur et de Recherche, occasionnés par toutes les réformes mises en place depuis trois ans, dans la précipitation et la contrainte. Ces réformes, prises en dehors de tout dialogue social et démocratique visent à transformer l'école en profondeur, en dérégulant son fonctionnement, les missions et les statuts des personnels. Elles s'inscrivent dans une dynamique managériale de violence contre les personnels : répression des mobilisations, menaces et sanctions disciplinaires, précarisation des statuts, absence totale de confiance et de reconnaissance, refus d'une revalorisation ambitieuse et générale, exposition permanente aux risques sanitaires, revirement permanent des décisions prises, remise en cause du caractère national du système éducatif, etc.

Il est urgent de changer radicalement de politique. Le pays a besoin, dans ce contexte sanitaire, d'un service public ambitieux pour sa jeunesse et les personnels. Les ministres et le gouvernement doivent cesser de tourner le dos aux revendications des personnels.

Nous exigeons :

- **Des moyens et des postes à la hauteur des enjeux éducatifs**, par la mise en œuvre d'un plan pluriannuel de création de postes : enseignants, CPE, AED, AESH, Doc, Psy-EN, personnels de santé et des services sociaux, ingénieurs et personnels administratifs et techniques.
- **Une revalorisation salariale significative** par une loi de programmation pluriannuelle entraînant une augmentation de la rémunération de tous les collègues et ce, sans contreparties. La France ne doit plus figurer parmi les pays européens rémunérant le moins bien ses enseignants. Il est urgent de **rattraper le pouvoir d'achat** par l'augmentation du point d'indice.
- **La fin de la précarité et la création d'emplois qualifiés et statutaires, rémunérés décemment**, notamment pour les personnels de vie scolaire (AED) et les AESH.
- **Une gestion de la crise sanitaire responsable** notamment par la diminution des effectifs afin de permettre un enseignement en présentiel pour tous les élèves et tous les étudiants dans le respect des règles sanitaires.

Nos organisations syndicales demandent la mise en œuvre d'autres politiques éducatives que celles menées jusqu'à présent par le gouvernement. **Elles appellent les personnels de l'école à l'Université à se mettre massivement en grève le mardi 26 janvier.**

Manifestation :
Montpellier : 14 H Place de la Comédie à Montpellier.